

## Présentation

Winnie Frohn, Denise Piché and Christine Piette

Volume 10, Number 2, 1997

Territoires

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057932ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057932ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (print)

1705-9240 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Frohn, W., Piché, D. & Piette, C. (1997). Présentation. *Recherches féministes*, 10(2), 1–12. <https://doi.org/10.7202/057932ar>

---

# PRÉSENTATION

---

**Winnie Frohn, Denise Piché et Christine Piette**

L'appel de textes pour le présent numéro de *Recherches féministes* avait pour titre «La ville : relectures féministes» et pour objet de «faire le point sur les lectures féministes de la ville et de la pensée sur la ville, afin de mieux relancer le débat sur les transformations urbaines en cours». Il voulait susciter des articles qui accorderaient «une place centrale à la ville comme objet d'analyse [...], d'une part, comme un agent actif et dynamique qui influe sur ses habitants, sur leurs comportements et sur leurs attitudes et, d'autre part, comme une construction sociale, modelée par des actions et des discours qui ne sont pas indifférents aux rapports de sexe».

Le rapport intime que toute personne, et toute communauté, entretient avec son milieu de vie mérite l'attention de la recherche féministe. Or, les villes sont le milieu de vie de la très grande majorité de la population dans les pays dits développés et l'urbanisation est galopante dans les pays en voie de développement. En outre, les quartiers les plus centraux des villes ont souvent des concentrations plus importantes de femmes que d'hommes et on sait que les paysannes des régions rurales appauvries qui n'ont pas accès à la terre s'exilent nombreuses dans les villes. Il convient donc de s'interroger sur la nature des rapports que les femmes de différents horizons entretiennent avec le milieu urbain et sur la manière dont la ville incarne les rapports sociaux et se fait un instrument de leur reproduction. Il faut aussi se demander comment les villes sont forgées dans leurs réalités spatiale, matérielle, fonctionnelle et symbolique, et notamment comment sont prises les décisions concernant l'organisation et la forme de la ville. À cet égard, il faut se rappeler que la ville, premier palier de gouvernement et lieu d'exercice de la citoyenneté, est une entité politique qui a ses propres rouages, ses propres mécanismes d'action et où l'action politique prend aussi des formes particulières, différentes de celles qui existent aux échelons gouvernementaux supérieurs.

Avant de lancer l'appel de textes, nous savions que la recherche féministe francophone avait donné lieu à bien peu de débats théoriques soutenus et d'ouvrages de synthèse sur la ville. Les publications mettent rarement la ville elle-même en leur centre et les collectifs ne comptent souvent qu'un ou deux articles qui en traitent directement. Parmi les ouvrages de la dernière décennie, on peut mentionner quelques numéros spéciaux de revues francophones ou bilingues (*Revue canadienne de sciences régionales* 1993; *Espace, population et société* 1989), des actes de colloque dont de nombreux textes portent sur l'histoire (Tardy *et al.* 1993; Knibiehler *et al.* 1993; Queiros Mattoso *et al.* 1997; Corbin, Lalouette et Riot-Sarcy 1997), un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) où les francophones

ne prennent pas une grande place (1995) et les ouvrages récents de Coutras (1996, recensé dans ce numéro) et de Bisilliat (1995). Toutefois, comme en témoigne le présent numéro, la politique locale est devenue depuis quelques années au Québec un sujet de réflexion et d'analyse tant chez les militantes que chez les chercheuses (Côté *et al.* 1995; Tardy, Tremblay et Legault 1997). Pourtant, dans le monde anglophone, cette même décennie a vu paraître quantité d'ouvrages importants sur les femmes et la ville, que ce soit en géographie, en sociologie ou en urbanisme. Au risque de paraître arbitraire dans nos choix, soulignons l'apport de Wilson (1991) sur le rapport ambigu des femmes à la ville, lieu de liberté, de tolérance, de brassage, de mixité, de complexité, mais aussi de contrôle sur les femmes; de Hanson et Pratt (1995) sur l'inscription complexe des rapports de sexe dans une ville moyenne américaine; de Spain (1992) sur la lecture de milieux bâtis en fait de rapports de sexe; de Little (1994) et de Greed (1994, recensé dans ce numéro) sur l'urbanisme, de Garber (1995) sur la politique de la ville américaine; de Weisman (1994) sur la mise en forme des lieux habités, de Eichler (1995) sur une ville non sexiste et durable et de Wekerle et Whitzman (1995) sur la sécurité. La géographie urbaine s'est d'ailleurs féminisée au point où, depuis quelques années, la prise en considération de la réalité des femmes semble être désormais assimilée comme un critère de qualité de la recherche et la plupart des ouvrages de géographie sociale et culturelle soulèvent à tout le moins des questions à cet égard : citons notamment le collectif de Caulfield et Peake (1996) réunissant des essais critiques sur la ville canadienne. Depuis 1994, la revue *Gender, Place and Culture* facilite le dialogue entre les chercheuses de tous horizons qui se penchent sur le rapport des femmes à l'espace.

S'il y a lieu de caractériser la recherche francophone sur la ville et les femmes, il faut peut-être dire qu'elle ne s'affiche pas beaucoup comme telle. Quantité de chercheuses et de chercheurs qui étudient la vie en ville parlent forcément de la vie des femmes en ville et quantité de chercheuses féministes intéressées par le quotidien des femmes et leur place dans une société foncièrement urbaine jettent une lumière indirecte sur le rapport des femmes à la ville. Le présent numéro nous semblait une occasion de sortir la ville de son invisibilité dans la recherche féministe francophone. Bien conscientes de n'avoir rejoint qu'une infime partie de la recherche pertinente, la recherche francophone africaine étant une des grandes absentes, nous croyons que le numéro se caractérise par la variété des avenues par lesquelles des chercheuses et des chercheurs se sont identifiés au thème. Le présent numéro ne révèle d'ailleurs qu'une partie de cette diversité, car plusieurs recherches fort prometteuses sont en cours. C'est en structurant la table des matières du numéro et en analysant les thèmes qui traversent les textes retenus que nous nous sommes rendu compte que c'est beaucoup plus le lien d'appropriation qui unit les femmes aux «territoires» qu'elles habitent qui occupe l'avant de la scène, où se profile la ville ou la région, qu'une relecture, en fait de rapports sociaux, de l'organisation spatiale, matérielle et sociale de la ville et des processus urbanistiques, économiques, politiques et culturels qui lui donnent forme et la transforment. La ville et la région sont là présentes en fond de scène, mais les projecteurs sont jetés sur les femmes qui s'y approprient des espaces, des territoires, d'où le nouveau titre donné au présent numéro.

## **Territoires : représentations, vécus et engagements politiques**

L'appropriation du territoire peut prendre plusieurs formes. Elle passe par la vie que nous y menons et par les actions que nous y faisons. Les femmes, selon les diverses étapes et facettes de leur vie, modifient leur mode d'emploi des possibilités offertes par les lieux qu'elles habitent et apprennent à déjouer les contraintes qu'ils opposent à leur action. Ainsi, elles se créent des réseaux sociaux et d'entraide, elles recourent aux équipements que la ville leur offre pour concilier famille et travail et profitent de leur mobilité accrue. L'appropriation prend aussi des formes plus réflexives : les femmes apprivoisent leur milieu de vie en se le représentant tel qu'il est, pour elles et pour les autres, et tel qu'il pourrait être. C'est dans cette expérience intime qu'elles ont de leur milieu de vie et à travers les discussions qu'elles ont à ce sujet avec d'autres que naît leur désir de devenir des citoyennes à part entière et d'être reconnues comme telles; que se forge aussi leur capacité de transformer leur cadre de vie, l'appropriation devenant alors un véritable engagement politique.

Illustrant ces diverses dimensions de l'appropriation de leur milieu de vie, le numéro comprend huit articles et notes de recherche regroupés selon deux thématiques reliées à la notion de «territoires» : la première a trait aux représentations que les femmes se font de la ville ou de la région et leur vécu dans ces milieux; la seconde porte sur l'engagement politique des femmes sur le plan urbain ou régional. La dernière section de la revue comporte un dossier consacré aux pratiques qui contribuent à concrétiser cette volonté politique de s'approprier le territoire. On y retrouve, sur les plans local et international, des exemples d'actions entreprises par des femmes ou encore de l'information sur de nouveaux réseaux féministes visant à assurer aux femmes le droit de cité.

Les quatre premiers textes se rapportent ainsi à la façon dont les femmes voient et vivent la ville ou la région. De là leur regroupement en fonction du thème des représentations et des vécus. Celui de Rosemary Chapman, s'appuyant sur les approches et les concepts élaborés par des géographes féministes, propose une relecture de cinq œuvres littéraires québécoises. Publiés à des périodes différentes du XX<sup>e</sup> siècle, ces textes permettent de saisir l'évolution de la représentation de l'espace urbain de personnages féminins qui apprivoisent progressivement la ville en partant d'une perception étroite et méfiante pour aboutir à une exploration libre d'une ville de plus en plus hétérogène. La contribution de Chicoine et Charbonneau nous transporte dans la réalité quotidienne d'immigrantes venant de trois régions du monde. Leur recherche, à partir d'entrevues, tente de reconstituer la dynamique de création des réseaux sociaux de ces femmes dans le Montréal contemporain. Elle montre bien l'ampleur des différences dans les situations et les territoires habités par les femmes, ici selon leur appartenance culturelle. Les deux textes suivants portent sur des services offerts dans le cadre urbain. Cao et Villeneuve s'interrogent, en effet, sur les stratégies des familles de l'agglomération de Québec quant à la garde de leurs enfants. On y voit les poids respectifs du régime de travail, du nombre d'enfants et de la localisation résidentielle dans le choix de la garderie à temps plein ou à temps partiel. Le dernier article, celui de Jacqueline Coutras, offre une critique serrée de la présentation des statistiques des enquêtes sur les transports, enquêtes périodiquement réalisées dans la région de l'île-de-France.

Elle propose d'examiner l'utilité de ces statistiques à la lumière du concept de mobilité domestique qui, s'il était pris en considération par les diffuseurs des résultats de ces enquêtes, permettrait d'évaluer si les trajets quotidiens des hommes et des femmes répondent aux mêmes logiques et si les deux sexes disposent de la même capacité de s'intégrer pleinement à la collectivité et de peser sur son fonctionnement.

Les quatre textes qui suivent envisagent justement plutôt le territoire comme un lieu que les femmes cherchent à investir pour le modeler selon leurs aspirations. Ils traduisent tous une forme d'engagement politique. Jeanne Bisilliat nous transporte au cœur des *favelas* brésiliennes où des femmes pauvres s'engagent à fond dans des mouvements populaires pour obtenir des autorités municipales des installations et des services publics minimaux. Elle analyse avec finesse comment cette participation et cet apprentissage de la citoyenneté par les femmes, dans un cadre mixte, contribuent à l'élaboration d'objectifs de lutte qui deviennent des enjeux collectifs pour l'ensemble de la communauté. Elle démontre également jusqu'à quel point «la ville peut devenir un lieu de déstabilisation des rapports traditionnels entre les hommes et les femmes». La participation des femmes de la base à l'élaboration des politiques publiques préoccupe aussi Caroline Andrew. L'accentuation récente de la dévolution aux municipalités ontariennes d'une part importante des services publics (par exemple la santé et les services sociaux) et la faible présence des femmes à ce palier de gouvernement l'amènent à poser clairement la question de l'urgence pour le mouvement des femmes de réfléchir sur l'opportunité d'un déplacement de leur engagement de la scène nationale et provinciale vers la scène locale. Par ailleurs, ce n'est plus l'action à la base qui intéresse Tardy et Bédard, mais l'exercice du pouvoir municipal. Ils comparent ainsi plusieurs caractéristiques des mairies des municipalités urbaines et rurales pour constater plus de ressemblances que de différences, les véritables différences se trouvant plutôt entre les maires et les mairesses. De leur côté, Lafontaine et Thivierge traitent aussi de l'engagement des femmes sur le plan régional, mais selon un tout autre aspect. Elles expliquent comment, depuis sa création, un collectif de recherche universitaire de l'Est-du-Québec intègre la problématique des rapports sociaux de sexe à l'ensemble de sa démarche. En collaborant étroitement avec les groupes de femmes, ces chercheurs et chercheuses contribuent à reconceptualiser la notion de développement régional et à mettre l'accent sur les rôles respectifs des actrices et des acteurs sociaux dans celui-ci.

Le dossier ouvre une autre fenêtre sur l'engagement politique en donnant la parole à des femmes qui, par leur action professionnelle ou militante, travaillent à l'obtention de leur droit de cité et de milieux de vie véritablement pluriels. Minaca décrit la stratégie des femmes européennes pour élaborer une charte des femmes dans la cité et assurer son suivi; Michaud, pour sa part, présente le Réseau international femmes et villes et d'autres résultats de la participation des femmes et des associations de villes aux récents colloques de l'Organisation des Nations unies (ONU); Brais analyse l'expérience de la mise en place de la Commission Femmes et ville par la Ville de Québec; quant à Brie, elle explique comment le gouvernement du Québec entend favoriser l'insertion des femmes dans les structures de développement régional; et, enfin, Sabourin rapporte le contenu d'un colloque sur la mondialisation de la solidarité et en dégage différentes conceptions de la notion d'économie solidaire, une économie

essentiellement tournée vers la prise en charge de la qualité de vie par les communautés locales. Ce dossier illustre l'importance que prennent dans les luttes féministes les allers et retours entre la recherche et l'action et le travail de mise en réseau à l'échelle nationale, continentale et mondiale de femmes engagées localement comme citoyennes, militantes, chercheuses, professionnelles et décideuses.

Le territoire peut représenter un lieu de libération, un lieu d'aliénation ou tout simplement un facteur qui influe sur notre manière de vivre. La perception que nous en avons change en même temps que se transforme la place que nous y occupons. Espace perçu, soutien de l'action, le territoire est aussi un sujet de recherche et un lieu politique dans la mesure où il exprime des rapports de force.

## **L'appropriation de l'espace local**

C'est donc bien de l'appropriation du territoire par les femmes que parle le présent numéro, au premier chef une appropriation politique. La ville en particulier y est décrite comme un lieu propice à la prise de conscience individuelle et collective. Elle accueille la différence, facilite les contacts et offre des cadres variés pour la vie quotidienne. Les femmes y trouvent de nombreux lieux où elles peuvent avec d'autres tenter de comprendre la société et d'agir pour améliorer leur quotidien. Les enjeux précis peuvent varier selon le contexte, l'eau et l'électricité au Brésil, des aménagements sécuritaires à Montréal, mais les grandes revendications sont fondamentalement les mêmes : la santé, l'école, la garde des enfants, la sécurité, l'habitation, les lieux de détente, les loisirs, le transport et la création d'emplois. Toutefois, c'est le plus souvent dans ces luttes pour l'amélioration de leur quotidien que les femmes prennent conscience de leurs droits et de la nécessité d'une analyse stratégique des rapports de force dans la société. L'addition des revendications répétées de nombreux groupes finit par former, sans que l'on en prenne nécessairement conscience, un mouvement social féministe et urbain, qui participe à un mouvement social de revendication de la citoyenneté en y faisant émerger les rapports inégalitaires entre les hommes et les femmes comme un véritable enjeu collectif pour toutes et tous.

Plusieurs articles du numéro montrent cependant tous les obstacles et les contradictions que les femmes rencontrent dans leur démarche d'appropriation de la ville, de leur milieu de vie, et de la citoyenneté. Si, comme le rapporte Bisilliat, à Diadema au Brésil, les femmes sont déjà présentes dans les comités consultatifs officiels de la Ville, ailleurs bien des femmes n'en sont même pas encore rendues au stade des revendications organisées. À Diadema, deux facteurs semblent avoir servi de tremplin aux revendications des femmes : des besoins criants, de l'ordre de l'absolue nécessité, et une volonté de démocratie de participation au sein du Parti travailliste. Cette oreille attentive du parti politique au pouvoir a aussi été un facteur à Québec pour la création de la Commission Femmes et ville, comme le rapporte Brais. Malheureusement, ce n'est pas partout que l'on trouve une telle volonté politique de participation démocratique dans les formations politiques formelles. Par exemple, Andrew montre que, dans le cas de l'Ontario, des compressions budgétaires importantes dans les services sociaux se font actuellement sans que les groupes de femmes aient les moyens et le temps de réagir. Qui plus est, avec la tendance actuelle vers la décentralisation,

ces initiatives sont dictées par le gouvernement provincial, mais exécutées par le gouvernement local. Où les femmes doivent-elles alors porter leurs revendications? Sur le plan local pour éviter le pire en espérant influencer les élues et élus proches de la population et ayant un sentiment d'appartenance à un territoire? Sur les plans national et international où se prennent les décisions structurelles, mais où les femmes peuvent se sentir devenir des spectatrices impuissantes? La décentralisation des fonctions de l'État au nom de l'efficacité et de la subsidiarité pourrait très bien être une occasion de plus grande participation démocratique à l'instauration de conditions de vie quodotiennes qui favorisent l'égalité entre les hommes et les femmes, mais le contexte de néo-libéralisme dans lequel elle se met en place est suspect, comme le souligne Andrew. Les structures politiques locales n'ont pas partout une forte tradition démocratique ni une sensibilité à la nécessaire redistribution de la richesse politique locale. L'idée de contribuable y prend aisément le pas sur celle de citoyenne et de citoyen. Comment y inculquer une orientation politique qui, sans être explicitement «féministe», soit soucieuse de promotion de l'égalité pour toutes et tous, de la citoyenneté et, par ce moyen, de la participation des femmes? Est-il même judicieux pour le mouvement des femmes de s'investir dans les instances locales, comme l'y invite le gouvernement du Québec (voir le texte de Brie)?

Chose certaine, la réorganisation des structures de pouvoir qu'entraîne partout dans le monde un double mouvement de mondialisation et de décentralisation s'impose vigoureusement au mouvement des femmes. Elles devront démultiplier leurs actions, car si elles décident d'investir la politique locale, elles ne peuvent pour autant délaisser les autres paliers d'action politique, dont les décisions et les politiques influent au plus haut point sur le développement local. Minaca donne un exemple de l'enchevêtrement et de la complexification des rouages politiques. L'Union européenne ne peut être négligée par les femmes qui s'intéressent à leur milieu de vie immédiat, car elle exerce un pouvoir d'encadrement politique et économique considérable. De surcroît, tous les lieux de collaboration entre pays facilitent la création par les femmes de réseaux d'échanges de connaissances sur leurs expériences concrètes et sur leurs stratégies de prise du pouvoir local, de même que sur l'avancement de leurs revendications de justice sociale entre territoires nationaux et locaux.

Le numéro traite aussi, mais en y mettant moins l'accent, de l'appropriation du territoire comme lieu du quotidien, comme lieu d'identité. Il est alors question de l'organisation de l'espace urbain et des rapports que les gens y entretiennent entre eux. Tout comme l'espace politique, cet espace urbain se dresse devant les femmes avec son lot de contradictions. D'une part, la ville est hétérogène, elle provoque les rencontres, elle laisse entrevoir les possibles, et les femmes y ont une grande liberté d'action et de pensée. Dans la ville, les femmes ne sont plus confinées à leur voisinage immédiat. D'autre part, elles peuvent s'y sentir isolées et l'accès à un rayon de ressources toujours plus grand, notamment grâce à la motorisation croissante, n'est pas sans peser lourd sur l'organisation de la vie quotidienne, et plus généralement sur la qualité de vie de bien des citadines et des citoyens. Deux des auteures relues par Chapman mettent en scène des femmes qui jouissent de la liberté que la ville contemporaine leur procure, mais qui s'interrogent aussi sur l'authenticité des rapports humains qui y sont possibles. Les personnages de Régine Robin, en particulier, ont même du mal à

s'ancrer dans l'espace, à s'identifier à un lieu, à une ville. De leur côté, Chicoine et Charbonneau évoquent la fin des communautés ethniques tissées serrées dans un même voisinage urbain. Les réseaux sociaux des immigrantes qu'elles ont étudiées ne sont pas confinés à la proximité géographique, à la proximité culturelle : est-ce là un signe de liberté ou au contraire un exemple de contrainte liée à la distance et à l'affaiblissement des rapports de voisinage? Cao et Villeneuve, ainsi que Coutras, montrent en effet à quel point les distances habitation-travail se sont allongées avec la croissance, la fragmentation et l'éclatement des villes : la liberté et les choix accessibles grâce à leur plus grande mobilité ne sont-ils pas acquis au prix de nouvelles tâches et d'immenses difficultés à organiser le quotidien? Premières responsables des soins aux enfants et aux personnes âgées, les femmes ne sont-elles pas désavantagées par la flexibilité spatio-temporelle exigée par la structure de la ville?

Comme nous l'avons mentionné plus haut, la recherche féministe francophone s'est fort peu penchée sur ces questions. Elle n'a pas beaucoup réfléchi sur l'organisation spatiale urbaine, notamment sur la localisation des activités et des services dans l'espace urbain, ni sur les mutations que la ville connaît actuellement. Le présent numéro dévoile très discrètement la nature de ces réalités, juste assez pour rappeler qu'il ne suffit pas d'examiner les actions que les femmes peuvent faire dans leur milieu de vie, mais qu'il faut aussi analyser les causes des transformations des villes et débusquer les idéologies que camouflent les discours dominants sur leur nécessaire mutation. Que signifie pour les femmes l'annonce d'un nouveau monde de flux, qui rendrait caducs bien des rapports de proximité? La fin du projet moderne urbain au profit d'une valorisation postmoderne du fragment, de la différence et du signe, qui très souvent consacre l'exclusion et l'appropriation privée aux dépens de l'espace public? La promotion, d'une part, de la compétition internationale intervilles pour l'appropriation d'une nouvelle richesse et, d'autre part, du développement local quasi endogène fondé sur des partenariats? La ville est contestée comme jamais entre des groupes sociaux qui n'ont ni les mêmes moyens ni les mêmes intérêts : paradoxalement, l'ère des partenariats cache peut-être des menaces qui pèsent sur la citoyenneté dans la prise en charge des affaires de la cité.

## **La diversité des territoires de la recherche**

Un des intérêts du présent numéro de *Recherches féministes* est de réunir des textes qui regardent des aspects du rapport des femmes à la ville ou à leur territoire depuis une variété de points de vue liés aux différentes disciplines en utilisant des outils variés de recherche tantôt pour décrire, tantôt pour expliquer ou pour interpréter. Chicoine et Charbonneau, Cao et Villeneuve ainsi que Tardy et Bédard utilisent les méthodes classiques de leurs disciplines respectives pour bien documenter un pan de la réalité urbaine jusque-là ignoré. Les travaux de Chapman, Coutras et Andrew sont de l'ordre de l'interprétation et de la critique. On observe, chez Chapman, un bel exemple de fécondation pluridisciplinaire, entre littérature et géographie : la sensibilité des écrivaines capte avec finesse la ville perçue et vécue par les femmes, les résistances qu'elles opposent à l'oppression, ainsi que les transformations de la culture urbaine, devançant même les universitaires dans leur appréhension des changements de société. En interrogeant, l'une, la représentation des femmes dans l'usage que les

personnes qui font de la recherche ou qui sont habilitées à prendre les décisions font des statistiques sur la mobilité, et l'autre, la réorientation des dépenses gouvernementales à la suite de la restructuration des rapports entre paliers de gouvernement, Coutras et Andrew déconstruisent des rouages de la reproduction des rapports de sexe jusqu'à maintenant peu explorés par les féministes. Pour sa part, Bisilliat opte pour une démarche empirique qualitative afin de comprendre les mécanismes d'*empowerment* des citadines de milieu populaire et l'écologie politique d'une ville brésilienne. On sent, chez Lafontaine et Thivierge, le même empressement envers la recherche qualitative et même la recherche-action pour comprendre le rapport des femmes à leur milieu. Comme Bisilliat, elles participent au nécessaire effort de théorisation féministe de la ville et du territoire.

La diversité des méthodes et des approches dans la recherche sur la ville, et plus généralement sur l'espace et les territoires, a le mérite de produire des éléments de connaissance fort significatifs en eux-mêmes et révélateurs de la complexité urbaine. Elle ne facilite cependant pas la mise en relation des multiples facettes de la ville ni le dialogue entre chercheuses et chercheurs. C'est d'abord dans l'effort de construction théorique pour comprendre les rapports sociaux dans la ville que les regards s'entrecroisent : à cet égard, Chapman de même que Lafontaine et Thivierge présentent chacune un des cadres théoriques les plus fructueux pour parler des rapports sociaux dans la ville. La première évoque le cadre des études culturelles (*cultural studies*), qui, en mettant l'accent sur la subjectivité dans l'analyse de la culture, interprètent la culture urbaine à travers la différence et les rapports sociaux asymétriques et inégaux. Les secondes s'inscrivent dans un vaste effort de théorisation contemporain qui vise à comprendre comment se conjuguent l'action des actrices et des acteurs et le poids des structures sociales, économiques et spatiales dans la construction d'un lieu (ville ou région) : les géographes parlent alors de *locality studies*. De tels efforts de théorisation sont essentiels pour que la ville soit un véritable objet d'étude féministe, qu'elle soit plus qu'un fond de scène devant lequel se déroule la vie.

Comme le montrent bien Lafontaine et Thivierge, cet effort de théorisation ne signifie pas que les chercheuses doivent se placer en marge de l'action, bien au contraire : la recherche-action occupe une place toute particulière dans les études féministes. Elle s'explique par le projet de changement social qui les anime, ainsi que par leur volonté, et même la nécessité, que les femmes soient les véritables sujets des connaissances. C'est pour ne pas perdre de vue ce projet de changement social que nous avons inclus dans le présent numéro un dossier sur des actions en cours pour transformer la ville. On peut y observer une véritable expérimentation sociale du droit de citoyenneté éclairante quant aux mécanismes urbains qui maintiennent les rapports de sexe et aux modes de résistance des femmes. Minaca présente d'ailleurs le projet de la Charte européenne des femmes dans la cité comme le fruit d'une recherche-action. La place que les contributrices accordent à l'analyse différenciée selon le sexe (ou selon le genre) dans la conception, la mise en place et l'évaluation des politiques publiques illustre bien la dynamique d'aller et retour entre recherche et action au sein du mouvement des femmes et elle semble lancer un nouveau défi aux études féministes. Cette expression, utilisée par les féministes qui cherchent à infléchir les politiques publiques, fait référence à l'analyse systématique des

effets des politiques et des projets gouvernementaux sur les femmes. Voilà donc une proposition qui pourra faire usage des résultats de la recherche féministe et qui, à n'en pas douter, alimentera le dialogue entre toutes les composantes du mouvement des femmes et stimulera, chez les chercheuses, l'exploration de nouveaux domaines, la mise au point de nouvelles méthodes et l'élaboration de cadres théoriques. Avec les analyses d'impacts environnementaux, sociaux et fiscaux des grands projets de développement, l'urbanisme et l'aménagement du territoire ont acquis l'habitude de ce genre de processus que réclament maintenant les femmes. Dans les cadres de l'État et des organismes publics, il apparaît donc tout à fait légitime de réclamer également des études d'impact sur la condition des femmes. Les articles d'Andrew ainsi que de Cao et Villeneuve présentent chacun un cas où l'analyse différenciée selon le sexe serait appropriée : comment la décentralisation touche-t-elle les femmes? Que signifie la répartition des services de garde dans l'espace en fait de rapports sociaux de sexe? Poser de telles questions, c'est cependant prendre toute la mesure de la tâche à accomplir. Les processus d'étude des impacts environnementaux au Québec nous enseignent à quel point il faut se méfier d'approches trop techniciennes, qui négligeraient par exemple l'étude des rapports sociaux et la participation des femmes et des groupes de femmes. Il faut cependant se préparer à une confrontation entre divers modèles de société et de milieux de vie.

## **Vers de nouvelles questions de recherche**

Les premiers travaux de recherche sur les femmes dans les années 60 et 70, dans toutes les disciplines, ont dénoncé avec raison leur invisibilité dans la production scientifique. Cette occultation du rôle, de la contribution, des préoccupations et de l'existence même d'une moitié de l'humanité a été interprétée comme le résultat et le reflet de la place marginale et de l'invisibilité des femmes dans nos sociétés et le symbole de leur oppression. Par la suite, le projet féministe, responsable de cette prise de conscience et de cette critique, en même temps qu'il transformait les rapports sociaux, influait sur un nombre de plus en plus grand de chercheuses et même de chercheurs. On a alors assisté à une réévaluation progressive des objets de recherche, des problématiques et des approches méthodologiques et conceptuelles et, sans que l'on puisse encore parler de révolution, on peut maintenant affirmer que les études sur les femmes ont pris une place importante dans tous les champs disciplinaires.

Le présent numéro de *Recherches féministes* témoigne de cette tendance dans le domaine de la recherche urbaine. Il permet de constater que la dynamique des rapports sociaux de sexe imprègne d'ores et déjà des travaux qui portent autant sur de petites municipalités que sur les grandes organisations internationales, en passant par des villes de France, du Québec, d'Ontario ou du Brésil. On ne peut plus parler d'invisibilité des femmes en ce domaine. Bien sûr, de nombreux chantiers demeurent insuffisamment explorés. Beaucoup de questions restent à poser, entre autres sur l'impact des politiques municipales et de l'organisation du territoire sur les femmes, sur la nature des changements à faire pour améliorer leur situation, sur le lien entre le développement durable, l'analyse féministe de la ville et les nouvelles approches en matière d'urbanisme. L'analyse des relations entre les femmes et la dynamique urbaine se fait trop rare,

comme l'atteste la réorientation du numéro. En outre, plusieurs textes font état des difficultés des femmes à se faire reconnaître sur le terrain comme actrices majeures du développement et de l'aménagement du territoire. Il est cependant aussi évident que l'on peut faire une lecture plus optimiste et constater que leurs perceptions de l'espace ont changé, que leurs problématiques et leur engagement sont devenus incontournables autant dans le travail de recherche que dans le vécu urbain au quotidien. L'appropriation des *territoires* au féminin est un processus en construction. En ce domaine, comme dans les autres, la volonté des femmes sera déterminante.

Winnie Frohn  
 Département d'études urbaines et touristiques  
 Université du Québec à Montréal

Denise Piché  
 Faculté d'aménagement, d'architecture et des arts visuels  
 Université Laval

Christine Piette  
 Département d'histoire  
 Université Laval

## RÉFÉRENCES

- BISILLIAT, J.  
 1995 *La construction populaire au Brésil : une expérience à Sao Paulo*. Paris, Karthala.
- CAULFIELD, J. et L. Peake (dir.)  
 1996 *City Lives and City Forms*. Toronto, Toronto University Press.
- CORBIN, A., J. Lalouette et M. Riot-Sarcy (dir.)  
 1997 *Femmes dans la cité, 1815-1871*. Grâne, France, Créapbis.
- CÔTÉ, D., et al. (dir.)  
 1995 *Du local au planétaire. Réflexions et pratiques de femmes en développement régional*. Montréal, Éditions du remue-ménage.
- COUTRAS, J.  
 1996 *Crise urbaine et espaces sexués*. Paris, Armand Colin.
- EICHLER, M. (dir.)  
 1995 *Change of Plans. Towards a Non-sexist Sustainable City*. Toronto, Garamond Press.
- GARBER, J. (dir.)  
 1995 *Gender in Urban Research*. Thousand Oaks, California, Sage.

GREED, C.

1994 *Women and Planning. Creating Gendered Realities*. Londres, Routledge.

HANSON, S. et G. Pratt

1995 *Gender, Work and Space*. Londres, Routledge.

KNIBIEHLER, Y., *et al.* (dir.)

1993 *Marseillaises : les femmes et la ville*. Paris, Côté-femmes.

LITTLE, J.

1994 *Gender, Planning and the Policy Process*. Londres, Pergamon.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

1995 *Les femmes et la ville : logements, services et environnement*. Paris, OCDE.

QUEIROS MATTOSO, K. (de), *et al.* (dir.)

1997 *Les femmes dans la ville : un dialogue franco-brésilien*. Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, coll. Civilisations 21.

SPAIN, D.

1992 *Gendered Spaces*. Chapel Hill, North Carolina, University of North Carolina Press.

TARDY, É., *et al.* (dir.)

1993 *Les bâtisseuses de la cité*. Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, coll. Les Cahiers scientifiques 79.

TARDY, É., M. Tremblay et G. Legault

1997 *Maires et mairesses. Les femmes et la politique municipale*. Montréal, Liber.

WEISMAN, L. Kanés

1994 *Discrimination by Design. A Feminist Critique of the Man-made Environment*. Chicago, University of Illinois Press.

WEKERLE, G. et C. Whitzman

1995 *Safe Cities : Guidelines for Planning, Design, and Management*. New York, Van Nostrand Reinhold.

WILSON, E.

1991 *The Sphinx in the City*. Londres, Virago Press.

NUMÉRO SPÉCIAL

1987 «Espaces et femmes», *Cahiers de géographie du Québec*, 31.

NUMÉRO SPÉCIAL

1989 «Sexe et espace», *Espace, population et société*, 1.

NUMÉRO SPÉCIAL

1993 «Femmes et développement régional et local», *Revue canadienne des sciences régionales*, 16, 3.